

Carême 2021

Comment habiter la terre, notre maison commune

Quelle belle image celle de la terre comme « maison commune » !

C'est l'image proposée par le Pape François dans l'encyclique *Laudato Si'*. Or on construit une maison, certes, mais surtout, on habite une maison.

Ce qui donne du caractère à une maison ce n'est pas la qualité des matériaux utilisés mais le fait de la sentir « habitée ». Et le Pape nous



invite à « habiter » la terre afin que chaque créature, humaine et non humaine, puisse s'y sentir « chez soi ». Une terre inclusive et abritante pour tous les êtres vivants !

Comment « habiter » la terre ? En respectant chacune de ses créatures bien évidemment. En arrêtant son exploitation sauvage. Mais le Pape nous dit que cela ne suffit pas. **Le changement à faire est bien plus radical et existentiel.**

Car il ne s'agit pas seulement de réduire le rythme, de faire moins du « même », mais de faire « autrement ». Et pour faire autrement, il nous donne une seule et unique clé : **la relation**. Plutôt que centrer notre attention sur l'efficacité de notre action, sur le résultat obtenu, la centrer sur la qualité des relations tissées. C'est la qualité relationnelle vécue à l'intérieur de la maison qui fait d'elle une « maison habitée ».

Dans *Laudato Si'*, cette qualité relationnelle est nommée « **écologie intégrale** » : une invitation à vivre la relation à soi, aux autres, à la nature et à Dieu sous forme de « communion ». Dans sa dernière encyclique, *Fratelli tutti*, cette qualité relationnelle est nommée « **fraternité** » et « **amitié sociale** ».

Ces termes disent une seule et même chose, mais très difficile à enfermer dans un concept : ce qui compte, ce qui donne de la valeur, ce sont les liens qui nous soutiennent plutôt que les biens que nous détenons.

Ce changement radical de visée sur ce qu'est une « vie bonne », pour chacun et pour tous, nous fait comprendre que ce n'est pas ce qui nous appartient qui compte mais plutôt de savoir à qui nous appartenons.

Car la relation de communion, de fraternité et d'amitié sociale crée avant tout une appartenance commune. Ces relations ne sont pas des moyens pour accéder aux biens nécessaires pour vivre dignement.

Ces relations sont une finalité en soi, car elles créent une interdépendance existentielle.

La communion, la fraternité et l'amitié sociale nous apprennent que nous sommes ce que nous recevons.

Nous ne sommes pas ce que nous possédons, ni ce que nous produisons, ni ce que nous subissons, nous devenons ce que nous recevons gratuitement des autres créatures et du Créateur.

Elena Lasida (sociologue, et professeur à l'Institut catholique de Paris.)

En France

La France finance une pincée d'agroécologie

Trois ONG dont le CCFD-Terre Solidaire, publient les premiers chiffres d'un rapport fouillé [1] qui montre le double langage de la France, bien souvent vue comme le porte-drapeau de l'agroécologie, mais dont les financements publics favorisent surtout le modèle agro-industriel.

Coproduit avec Action contre la faim et Oxfam France, le rapport Une pincée d'agroécologie pour une louche d'agro-industrie passe en revue une décennie de projets agricoles français soutenus dans les pays éligibles à l'Aide publique au développement. « La France se vante d'être un champion international de l'agroécologie, présentée comme la doctrine officielle de son action dans les pays du Sud. Or, le bilan des financements publics octroyés montre une hiérarchie bien différente. »

Le Bureau d'analyse sociétale pour une information citoyenne (Basic), commandité par les trois organisations, a épluché 9 571 lignes de projet, totalisant 5,8 milliards d'euros engagés entre 2009 et 2018. Seulement **13,3%** de ces montants contribuent à une agroécologie « transformative », agissant à la fois sur les pratiques agricoles mais aussi sur les systèmes : modification du droit foncier, protection des ressources naturelles, etc. **9,3%** des sommes ont soutenu des projets « potentiellement » agro écologiques verdissement des pratiques agricoles, mais sans ambition systémique, et **14,6%** des projets « facilitateurs sociaux », par exemple pour améliorer la gouvernance et les politiques agricoles, mais sans critères favorisant une transition écologique.

À l'opposé, **23,6 %** des financements ont appuyé des projets « non agro écologiques » accroissement des rendements sans souci de modèle agricole, développement d'une agriculture industrielle, etc... fréquemment avec la participation de groupes français ayant des ambitions dans les pays concernés.

Ainsi, en 2018, Proparco, filiale de l'Agence française de développement (AFD) pour le secteur privé, a accordé environ 9 millions d'euros de prêt à Spayka. Premier négociant arménien de fruits et légumes, il se lance dans **la production industrielle intensive**, sous serres chauffées au gaz, **de tomates et poivrons** pour l'exportation principalement. Ce type de projet, renforçant la mainmise d'un acteur déjà dominant sur l'ensemble d'une chaîne de production, « aura finalement peu de retombées positives sur les populations locales », analyse le rapport. Avec un impact conséquent sur le dérèglement climatique : production hors saison, en grande partie hors sol, avec une énergie fossile, transport, etc. Et comment ne pas relever les intérêts français bien compris, dans ce montage ? Le fournisseur de serres est **Richel Group**, qui a bénéficié pour l'occasion de 15 millions d'euros de garantie export de la part de la Banque publique d'investissement (Bpifrance).

« La France est prompte à financer des projets allant à l'encontre des objectifs qu'elle annonce », appuie le rapport, alors même que sa ligne est clairement explicitée dans les textes. D'une part, l'aide publique est encadrée depuis 2014 par une loi d'orientation sur le développement et la solidarité internationale (LOPDSI) où l'on peut lire que la France promet « un développement durable dans les pays en développement », pour participer « activement à l'effort international de lutte contre la pauvreté, la faim et l'insécurité alimentaire et de réduction des inégalités sociales et territoriales ». De l'autre, une stratégie internationale de la France pour la sécurité alimentaire, la nutrition et l'agriculture durable a été élaborée en 2019, axée notamment sur « la promotion de pratiques agricoles durables comme l'agroécologie ».



En France

Suite La France finance une pincée d'agroécologie

« Quand la voix officielle de la France se traduit par une telle ambivalence à l'heure de financer des actions, les pays du Sud risquent d'être dans la confusion ». Le rapport dénonce une incohérence « inacceptable », qui se lit dans **la multiplicité des institutions** intervenant. L'AFD, Proparco, Bpifrance, ministères, **chacun oriente ses financements** « en fonction de sa propre interprétation des priorités, quitte à aller à l'encontre des objectifs affichés par la France ». Par ailleurs, ajoute le chargé de plaidoyer, « la redevabilité n'est pas leur priorité. Sans même parler de l'analyse d'impact des projets financés... »

L'AFD est le financier quasi exclusif des projets d'agroécologie transformative. « L'agence dispose d'une expertise en la matière ». Elle soutient, entre autres, **le programme Transition vers une agroécologie paysanne au service de la souveraineté alimentaire** (TAPSA) engagé en 2018 par le CCFD-Terre Solidaire, ou encore le projet de Promotion de la souveraineté alimentaire par la valorisation des céréales locales au Sénégal (VCLAO). Ce qui ne fait cependant pas de l'AFD un chantre de l'agroécologie transformative : les montants qu'elle y consacre ne représentent que **28 %** du total de ses engagements de nature agricole. Quant aux financements non agro écologiques, ils proviennent en grande majorité de Proparco et de Bpifrance, des organismes pour leur part massivement acquis à ce profil de projets, qui représentent respectivement 70 % et 100 % de leur activité.

Les trois associations avaient aussi à cœur de mettre cette investigation en relation avec trois critères clefs de la lutte contre la faim dans les pays du Sud pris en compte par le modèle d'agroécologie transformative qu'elles portent : l'éradication de la pauvreté, la réduction des inégalités de genre, l'adaptation à la crise climatique. Résultat : on est proche du zéro pointé. Sur l'ensemble des projets étudiés, seuls **10 %** ciblent la lutte contre la pauvreté (et 81 % ignorent le sujet), **3 %** présentent une véritable approche de genre, et un nombre aussi insignifiant évoque le dérèglement climatique...

Un haut niveau d'opacité rencontré par les auteurs. Pour établir son périmètre de travail, le bureau Basic a dû peigner jusqu'à sept bases de données distinctes et se recoupant. Avec un déchet considérable. Près de 40 % des projets analysés n'ont pas pu être classés au regard de leur contribution à l'agroécologie, faute de données disponibles. Pour nombre d'entre eux, il n'existe en tout et pour tout qu'un titre et une allocation budgétaire...

► [Le rapport complet](#)

Résumé exécutif



2513
PROJETS
totaux
analysés



10 ANS

couverts
par l'étude
2009 → 2018

9571
LIGNES
de projets
pris en compte

5,8 
MILLIARDS
D'EUROS
de soutiens
financiers
analysés:
de l'aide publique
au développement
aux crédits exports

8 
INSTITUTIONS
passées
au crible
L'AFD et sa filiale Proparco, cinq ministères (le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, le ministère de l'Économie et des Finances, le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation, le ministère de l'Éducation nationale, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche et de l'Innovation), et Bpifrance.

Agir ici

Espérer en temps de pandémie

La crise sanitaire a engendré de nombreux bouleversements dans la vie politique, économique et sociale. De ces bouleversements par nature imprévisibles, **des initiatives nouvelles ont germé**. N'est-ce pas l'occasion de nous en saisir pour voir celles qui sont porteuses de transformation durable.



L'ACI (Action Catholique des milieux Indépendants) du Val d'Oise dont l'équipe de Bouffémont, a tenu le 5 Décembre 2020 un échange sur ce thème en visioconférence.

Dans l'éducation, des prises de conscience porteuses d'avenir

Plusieurs enseignants en école primaire ont témoigné de leurs initiatives pour continuer à dispenser les apprentissages à leurs élèves, à distance : exercices et jeux éducatifs en ligne, accompagnements individuels. Parfois avec les moyens du bord. Côté positif, les liens avec les élèves et leurs parents se sont renforcés. Ces derniers ont mesuré les compétences des enseignants.

Mais l'école est aussi un lieu de socialisation indispensable aux enfants.

Dans l'entreprise le télétravail en mixité avec le présentiel

Ginette : « L'entreprise a fait un sondage auprès des collaborateurs : volonté générale de panacher avec deux jours sur site. Les réunions téléphoniques imposées nous ont rapprochées car on discutait de tout et du quotidien. J'ai apprécié le télétravail, car j'ai beaucoup de transport, mais j'aimerais revoir mes collègues un jour ou deux par semaine. »

Au plan national, une négociation avec les organisations syndicales a abouti à un accord le 30 novembre 2020 pour encadrer le télétravail. Il laisse beaucoup de place aux discussions dans les entreprises.

Dans le monde de la santé, l'angoisse, une grande solidarité et un besoin de spiritualité

L'expérience vécue lors du premier confinement a permis de mieux répondre en octobre. :

Jeanne, une psychologue clinicienne a témoigné « Ma pratique a été, de fait, très impactée par l'état d'urgence sanitaire et les confinements. Mais cette fois-ci, je peux mettre en place avec mes patients, des suivis par téléphone ou téléconsultation. J'ai également mis en place des consultations de crise... ». Nous créons, nous nous adaptons, nous organisons des réseaux de professionnels afin d'orienter les patients sur des collègues psychiatres en libéral, des services d'urgence psychiatrique, des Centres Médico-Psychologiques déjà envahis de travail...

Annie, à l'hôpital : « J'entrevois parmi ces couples et familles, ces personnes hospitalisées pour dépression entre autres, un recours à la spiritualité, un besoin essentiel, vital parfois de mettre un sens à ce marasme, par des lectures, des rencontres avec des prêtres, imams, rabbins, selon les confessions, par un recours à la prière, un besoin d'être utile et aidant pour son prochain, de mettre en place des actes de charité pure. Là est, à mon sens, le véritable espoir. Le besoin de Dieu, l'amour émergent malgré cette sombre période. »



Pour l'écologie et la consommation, des initiatives durables

Gilles : « La pandémie a secoué le cocotier de nos vies et nous ouvre l'espace de tous les projets qu'on avait envie de faire. »

Annette : « Au premier confinement, j'ai décidé de prendre mon vélo pour aller d'Argenteuil à la Défense »

Dans une grande entreprise française, des jeunes salariés ont initié un groupe éco-responsable qui a essaimé dans les différents sites. Cela a conduit la Direction à créer un comité social et environnemental qui se réunira trois fois par an.

Daniel et Mido Croquette

Agir ici

Webinaire sur Haïti

Haïti est le pays le plus pauvre d'Amérique latine. 11 ans après le séisme qui a ravagé l'île, venez apprendre comment le CCFD-Terre solidaire agit en Haïti grâce à ses partenaires. Vous découvrirez les combats qu'ils mènent pour lutter contre la faim et les inégalités grâce à l'agroécologie et la défense de l'identité paysanne haïtienne.

► [Plus d'informations ici](#)

Conférence avec Jules Girardet du CCFD-Terre-solidaire

Jeudi 18 mars 2021 à 20h ou jeudi 25 mars à 15h.

► [Inscription](#)



Face au réchauffement mondial, passer à une obligation de résultat ?

Chaque jeudi, jusqu'au 8 avril, c'est l'occasion d'un débat participatif organisé par « les assises du climat » pour réduire effectivement l'empreinte carbone.

Une série de neuf débats publics de deux heures, espacés à chaque fois d'une semaine, tous les jeudis de 18 à 20h, permettant de se familiariser avec l'idée d'obligation de résultat, d'explorer les différentes modalités possibles pour satisfaire à cette obligation et d'interpeller les pouvoirs publics sur la manière d'assumer leurs responsabilités à cet égard.

Les prochains débats :

Jeudi 11 mars : taxer les gaz à effet de serre,

Jeudi 18 mars : financer la transition,

Jeudi 25 mars : quotas CO2 individuels,

Jeudi 1er avril : effet levier, territoires.

► [Pour s'inscrire](#)

► [Regardez le film de 2mn de France 2](#)

Assises du climat

Passer à une obligation de résultat

Débats participatifs en visioconférence
pour réduire effectivement l'empreinte carbone
à hauteur des engagements de la France

• 8 débats du 11 février au 1^{er} avril

• synthèse le 8 avril

<p>11 Février 16h - 17h00</p> <p>Genevieve QUERE, présidente du Haut Conseil pour le climat, Christophe DE PERTHUIS, chef de Greenpeace</p> <p>Quelle métrique ?</p> <p>11 mars 18h - 20h</p>	<p>18 Février 18h - 20h</p> <p>Michèle RIVAS, députée européenne, Philippe LAMBERTS, député européen (Belgique)</p> <p>Le niveau européen</p> <p>18 mars 18h - 20h</p>	<p>25 Février 18h - 20h</p> <p>Corinne LEPAGE, Géo 21, Pierre CALAME, La Fabrique des transitions</p> <p>Changer les responsabilités</p> <p>25 mars 18h - 20h</p>	<p>4 mars 18h - 20h</p> <p>Philippe des autarcies, enquête, entre médias, médias, réseaux, outils, savoir, savoir-pas, savoir-rien, interdiction.</p> <p>Le tour des solutions</p> <p>1^{er} avril 18h - 20h</p>
<p>Taxer les gaz à effet de serre</p> <p>Le gagnant de rendre effectivement nette la taxe carbone et éviter son effet rebond</p> <p>11 mars 18h - 20h</p>	<p>Financer la transition</p> <p>Esmeralda ESPAINA, Edward BOJIN, Myrièle INER, Anne NORMAND</p> <p>18 mars 18h - 20h</p>	<p>Quotas CO2 individuels</p> <p>Martine SIZBA, Aubrey BERRY, Michel CUCUZA, Vianay LANGUELEZ, Christophe ELIACHE</p> <p>25 mars 18h - 20h</p>	<p>L'effet levier, territoires</p> <p>Maria-Gabrielle DUFAY, Substantine Rigdon, Bougahne Franche, Gwend, professionnels, experts-comptables</p> <p>1^{er} avril 18h - 20h</p>

Organisation: Pierre Calame, Arnaud Pélissier
Inscription: www.assisesduclimat.fr

Agenda

• Découverte des partenaires d'Haïti

Jeudi 18 (20h) et 25 (15h) mars en webinaire (cf ci-dessus). ► [Inscription](#)

• Quête impérialisée

Dimanche 21 mars 2021,

• Les conséquences du changement climatique

Lundi 22 mars à 20h en webinaire ► [inscription](#)

• Formation «Visa pour le voyage solidaire et interculturel»

Samedi 27 et dimanche 28 mars à Paris (► [Pour en savoir plus](#)).

• Formation ECSI « Sensibiliser les jeunes à la solidarité internationale avec les outils du CCFD-Terre solidaire »

Samedi 10 et dimanche 11 avril à Paris (► [inscriptions](#) jusqu'au 12 mars).